

LA RECHERCHE HISTORIQUE A LA FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES DE METZ

Depuis 1966, le mémoire de maîtrise a remplacé l'ancien diplôme d'études supérieures mais son but reste le même : initier à la recherche les étudiants licenciés, et leur permettre de faire œuvre personnelle sur des sujets limités. En histoire, les premières soutenances se sont déroulées en juin 1970 et le jury put apprécier des travaux de qualité, déposés à la Bibliothèque de la Faculté et, pour certains, aux archives départementales ou municipales de Metz. Témoins d'une recherche féconde, il nous paraît légitime de les présenter succinctement — ici — car leurs auteurs sont déjà des membres fidèles de la S.H.A.L. (1).

HISTOIRE MODERNE

M. Pierre BRASME. — *Le Bureau des Finances de la généralité Metz-Alsace (1664-1698)*, 100 p., annexes, 12 cartes et graphiques, dactylographié.

En novembre 1661, Louis XIV crée à Metz un Bureau des Finances et une Chambre des comptes au Parlement, marquant ainsi sa volonté de prolonger l'assimilation politique des Trois-Evêchés et de l'Alsace par une assimilation fiscale dont les caractères et les étapes ont été analysés avec rigueur par M. Brasme.

De 1661 à 1698, la fiscalité royale se diversifie et s'amplifie, passant de deux à sept impôts, pour atteindre les « crues fiscales » provoquées par la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Par ailleurs, le rattachement des duchés lorrains à l'intendance de Metz, grossie des « réunions » réalisées à partir de 1680, étoffe les cadres d'une administration financière en constante évolution. M. Brasme montre les disparités existant entre les Trois-Evêchés et l'Alsace, nettement moins taxée, et précise, par des croquis pertinents, l'emploi des fonds : prélèvements croissants du Trésor Royal, dépenses locales d'équipement, gages des officiers.

Fiscale, administrative, l'étude se fait enfin sociale par l'évocation du monde des gens de finance, dominé par la dynastie des Chevalier, originaire de Champagne, qui, dès 1664, monopolise l'office de receveur général. L'auteur a su tirer de l'aridité des chiffres un travail de qualité (Mention très bien).

(1) * pour les mémoires déposés aux archives départementales ; ** pour ceux déposés aux archives municipales.

M. Yves MENGIN. — *Le prieuré de Sainte-Barbe (1633-1790)*, 86 p., annexes, deux cartes, cinq croquis, dactylographié (*).

Du prieuré bénédictin de Sainte-Barbe seul subsiste un puissant clocher autour duquel les habitants du Pays Messin venaient vénérer leur patronne. Fin 1633, le chapitre cathédral de Metz cède à la congrégation de Saint-Vanne l'église fondée en 1516 par Claude Baudoché. Mais jusqu'en 1681, le prieuré vivote. La peste a ravagé les alentours ; les procès épuisent des revenus, déjà insuffisants pour entretenir, à demeure, quelques religieux.

Géré d'abord par l'abbaye messine de Saint-Arnould puis autonome, le prieuré renforce par la suite ses moyens. Il hérite de la cure de Retonfey en 1681 et, de 1683 à 1687, les prieurés de Xures (au sud de Marsal) et de Zelle (au nord-est de Morhange lui sont réunis. M. Mengin analyse avec minutie la gestion de ces biens et l'emploi des revenus, multipliés par six entre 1681 et 1776, au cours d'un XVIII^e siècle soucieux de restauration agricole.

Mais en 1769, le prieuré perd Zelle, s'endette pour sauver Xures des convoitises d'un chanoine de Toul (1771) et ne doit sa survie, devant la Commission des Réguliers, qu'à ses fonctions curiales. Sursis qui se prolonge jusqu'en septembre 1792, pour ses biens et ses moines, jusqu'en 1829 pour son église (Mention très bien).

M. Alfred METZINGER. — *La vie des forêts du comté de Bitche au XVIII^e siècle*, 80 p., une carte, dactylographié.

Le comté de Bitche, « presque faite de forêts et de frontières » a trouvé en M. Metzinger un jeune historien talentueux, capable de tirer le meilleur parti d'une documentation souvent ingrate et parfois fallacieuse : Bitche ne fut jamais le siège d'une maîtrise des Eaux et Forêts.

Les 57 000 ha de la forêt bitchoise, domaniale à 79 % — taux de boisement de 41 % — soutiennent une économie traditionnelle fondée sur les droits de pâturage et d'affouage. Mais les défrichements, parallèles au repeuplement du comté, les grignotent dans la première moitié du XVIII^e siècle, tandis qu'une industrie xylophage (verreries de Meisenthal, Götzenbrück, Saint-Louis ; forge de Moutterhouse) les menace dans la seconde. En effet, avec la crise du bois propre à l'Ancien Régime finissant, la forêt de Bitche, longtemps négligée parce qu'excentrique, devient la proie des « industriels » alsaciens ou lorrains, avides de bois nouveaux.

Incapable d'évoluer, l'administration forestière subit plus qu'elle ne réprime les déprédations. Elle pourchasse les petits délits, forestiers et frontaliers à la fois, mais tolère l'aliénation des richesses boisées au profit du maître de forges Dietrich. Les forêts bitchoises ont abrité, au XVIII^e siècle, une vie intense. M. Metzinger l'a magistralement restituée (Mention très bien).

M. Fernand VIEIRA. — *L'assemblée provinciale des Trois-Evêchés (1787-1790)*, 85 p., multigraphié.

La création des départements en 1790 provoque l'éclatement des Trois-Evêchés et la dispersion de leurs archives. Aussi M. Vieira dut-il, pour mener à bien son enquête et rédiger une synthèse fort nuancée, explorer les fonds de Metz, Nancy, Bar-le-Duc, et des Archives Nationales.

A Metz, comme ailleurs, l'installation d'une assemblée provinciale soulève beaucoup d'espoirs — *la grande illusion* — vite déçus. Les divers organismes, progressivement mis en place (assemblées provinciales, de district, municipales ; bureau et commissions intermédiaires) mènent des actions contradictoires, quoique composés de personnels socialement homogènes. Face aux immenses problèmes posés (l'iniquité fiscale, le spectre de la crise économique), c'est bien vite l'impuissance, l'incohérence, l'insubordination, alors que l'intendant conserve la totalité de ses pouvoirs. D'aucuns, conscients d'un tel échec, réclament, fin 1788, des Etats provinciaux d'Austrasie, élus et responsables. L'assemblée provinciale n'en survécut pas moins jusqu'en septembre 1790, chargée du rôle ingrat de la liquidation des situations transitoires.

L'essai de déconcentration administrative et financière tenté par la monarchie absolue a échoué. Une expérience qu'il convient de méditer plus que jamais (Mention très bien).

HISTOIRE CONTEMPORAINE

M. Jean-Marc RICHARD. — *Les républicains messins et la politique extérieure de la Monarchie de Juillet*, 68 p., annexes, dactylographié.

Les options de politique extérieure des républicains messins s'expriment dans leurs journaux — *Le Courrier de la Moselle*, dirigé par J.-F. Blanc, et le mensuel *l'Utile* (1833-1834) — qui vibrent au diapason des tensions internationales de 1830 à 1848 : insurrection polonaise et indépendance belge en 1831, crise de 1840, affaire Pritchard en 1844. « Temps forts » durant lesquels la passivité de Louis-Philippe est sévèrement dénoncée — et l'étude de M. Richard menée avec fermeté. Par contre la position des républicains messins à l'égard du *Zollverein*, du problème général des nationalités, de la conquête algérienne même, est analysée avec moins de netteté.

Par ailleurs, l'auteur s'est efforcé, sans y réussir pleinement, de préciser les contours du républicanisme des Bouchotte, Dornès, Woirhay et consorts : républicanisme d'inspiration révolutionnaire et impériale, porté au bellicisme anti-absolutiste et anglophobe, fourrier en dernière analyse, surtout en milieu rural, du bonapartisme renaissant (Mention assez bien).

M. Michel SEELIG. — *La ville de Metz et les événements politiques de 1848 (janvier-avril : une révolution bourgeoise)*, 77 p., annexes, multigraphié (*) (**).

Par un dépouillement systématique des archives municipales de Metz, M. Seelig complète heureusement les conclusions formulées en 1932 par M. Henry Contamine sur les premiers événements de 1848. Un tableau alerte de Metz durant l'hiver 1847-1848 précise la situation économique et sociale de sa population (55-56 000 habitants, garnison comprise), le fractionnement politique de sa bourgeoisie, la vitalité de sa presse. Rien n'annonce un brutal changement de régime.

Le 25 février, Metz apprend les événements parisiens et, malgré leurs appréhensions, libéraux et républicains messins « se jettent dans le mouvement » avec le souci d'éviter les erreurs de 1830. Grâce aux rapports de police, M. Seelig dresse le bilan des incidents, escamotés par la presse, recense les efforts déployés par l'avocat Billaudel, commissaire du gouvernement provisoire, pour créer un climat de confiance (mars-avril) et analyse le jeu subtil de l'avocat Woirhaye, président de la commission départementale provisoire (26 février-1^{er} mars) puis avocat général, organisateur avisé et... triomphateur des élections du 23 avril.

Excellent travail qui annonce une étude plus large sur *Metz sous la II^e République* (Mention très bien).

M^{lle} Angèle KLOTZ. — *Les journaux lorrains et l'avènement d'Hitler*, 66 p., photocopié.

De janvier à avril 1933, les quotidiens (*Le Lorrain*, *Le Messin*, *L'Est Républicain*) et hebdomadaires (*Le Patriote Lorrain*, la *Bürger Zeitung*) lorrains ne purent rester indifférents à l'actualité allemande. M^{lle} Klotz a tenté d'étudier leurs réactions devant l'agonie de la République de Weimar, les manœuvres et les succès du parti nazi sans pouvoir éviter le récit trop traditionnel de l'avènement de Hitler. L'emploi des méthodes préconisées par Jacques Kayser eût toutefois permis d'apprécier à sa juste valeur la spécificité des attitudes de la presse lorraine face à l'événement (Mention passable).

M^{me} Jeannine CHABOT. — *Les problèmes lorrains et sarrois en 1946*, 75 p., annexes, ronéoté (*).

En 1945, l'éphémère *Reichsgau Westmark* a vécu et 1919 semble se répéter. Moselle et Sarre, pareillement dévastées, retrouvent l'une la mère-patrie, l'autre les troupes françaises d'occupation. Si à l'égard de la Moselle, l'attitude de Paris est simple — réintégrer ses habitants dans la communauté nationale en tant que citoyens... et contribuable — même au prix de hâtes maladroites (affaire de l'impôt de solidarité nationale), par contre que faire de la Sarre ? Très tôt, les

membres de l'*Association française de la Sarre* et quelques exilés sarrois (D^r Hector, Johannes Hoffmann) de l'entourage du gouverneur G. Grandval tentent d'imposer l'idée, élastique, du *rattachement* capable de réserver l'avenir. Déçu dans ses espoirs charbonniers en Ruhr, le gouvernement français s'y rallie vers la mi-1946, pour aboutir au Statut adopté en décembre 1947.

Ainsi, en 1945-1946, Mosellans et Sarrois vivent des situations confuses, irritantes, où se mêlent de légitimes ressentiments réciproques et déjà l'inévitable nécessité de coexister. Grâce à une large documentation, souvent difficile à réunir, M^{me} Chabot a su les analyser avec nuance et fermeté et apprécier avec justesse le rôle respectif des facteurs politiques, économiques et psychologiques (Mention très bien).

Une prochaine recension fera état des mémoires soutenus en octobre 1970 et des sujets déposés pour l'année universitaire 1970-1971.

F.-Y. LE MOIGNE
(Faculté des Lettres de Metz)